

**DISCOURS PRONONCE
PAR LE GOUVERNEUR TEMPORAIRE
POUR L'Espagne**

Mme Maria Pérez Ribes

Assemblées annuelles 2010 de la Banque africaine de développement
Abidjan Côte d'Ivoire

*Monsieur le Président,
Monsieur le Président Kaberuka,
Chers Collègues,*

1. J'aimerais avant tout propos, joindre ma voix à celles des orateurs qui m'ont précédée, pour exprimer ma profonde gratitude au pays hôte, la Côte d'Ivoire, pour la parfaite organisation des présentes Assemblées annuelles, à la ville d'Abidjan pour son hospitalité et la chaleur de son accueil et enfin à la Banque pour l'excellent travail de préparation de cet événement. C'est pour moi un honneur et un plaisir de m'adresser à vous en ce jour au nom de mon pays l'Espagne.

2. Monsieur le Président, nous éprouvons une légitime fierté à nous retrouver tous réunis ici, parce qu'en dépit du fait que 2009 ait été une année très difficile, la Banque a réussi à satisfaire aux exigences du G-20 et à celles des dirigeants africains eux-mêmes, en renforçant son appui aux économies de la région en proie à la pire crise économique qu'elles aient connue depuis l'indépendance.

Quoique le continent ait continué d'enregistrer une croissance positive, la contagion de la crise économique, provoquée par la chute des prix des produits de base notamment, a totalement annulé les avantages du relatif isolement des marchés financiers africains. Contrairement aux crises précédentes, celle-ci n'est pas liée aux lacunes d'une quelconque politique nationale, mais s'est néanmoins transformée en une énorme pierre d'achoppement sur la voie menant aux Objectifs de développement pour le millénaire. En dépit des récents progrès que l'Afrique a connus, la marche vers la croissance économique n'était toujours pas assez rapide pour permettre de réduire de moitié le taux de pauvreté de 1990 avant l'échéance 2015.

Les pays peuvent réaliser de meilleures performances en termes de développement en affinant leurs politiques, plus particulièrement en recentrant les dépenses, en augmentant les recettes intérieures et en offrant de meilleures prestations de services. Cependant l'adoption de politiques plus hardies n'a pas toutes les chances de compenser entièrement la détérioration des indicateurs de développement humain provoquée par la baisse de la croissance. Dans le contexte actuel, l'amélioration des résultats en termes de développement dépend donc du rythme auquel la relance économique mondiale accompagne les hausses des recettes d'exportation et des financements extérieurs des pays en développement. A cet égard, nous nous félicitons des deux initiatives spéciales prises par la Banque en créant : la Facilité de liquidité d'urgence, et l'Initiative pour le financement du commerce.

3 L'année dernière a été marquée par un calendrier très chargé. Premièrement, pour pallier les effets de l'impact de la crise sur les pays membres, la Banque a pratiquement doublé ses engagements à plus de 10 milliards de dollars, jouant ainsi un rôle anticyclique majeur.

Deuxièmement, les négociations pour la Sixième augmentation générale du capital et le lancement de la Douzième reconstitution du Fonds ont été très ardues.

Nous nous félicitons de l'accord que nous approuvons ce matin en faveur de l'augmentation générale du capital de 200%. Cette augmentation considérable des ressources ordinaires, sans précédent au niveau des BMD, est à la fois de la part des pays donateurs la réponse aux besoins de l'Afrique et une reconnaissance du rôle unique que joue la Banque dans la région et pour la région. Dans le même temps nous en appelons à l'Institution afin qu'elle redouble d'efforts dans la voie de l'amélioration constante.

4. Nous sommes confiants que le processus actuel de réformes engagé à la Banque permettra, grâce aux ressources nouvelles, d'apporter une contribution déterminante à l'Afrique. A notre avis, les résultats sont encourageants ; l'amélioration des rapports d'achèvement de projet en

est la parfaite illustration et nous encourageons la Banque à poursuivre sur cette voie. Il nous faut travailler sur la gestion du risque, relever le défi d'améliorer l'environnement favorable dans les PFR et intégrer ce travail à ce que font les autres partenaires. En bref, comment la Banque peut-elle maintenir son risque global du portefeuille à un niveau raisonnable sans être obligée d'aller vers des projets à faible risque que d'autres pourraient financer, de manière à atténuer le risque élevé des projets des PFR ?

5. Monsieur le Président, l'Espagne continue à s'engager pleinement aux côtés de la Banque pour apporter une contribution déterminante au développement de l'Afrique. La Banque a un rôle décisif à jouer en aidant les pays à préserver les acquis de la croissance, fruit d'un effort constant qui a caractérisé la décennie écoulée. A ce niveau nous encourageons vivement l'activité de la Banque qui porte sur l'appui au secteur privé. Un secteur privé fort en Afrique est indispensable pour la pérennité de la croissance à long terme. C'est une nécessité surtout en ces temps marqués par l'un des effets pervers de la présente crise financière mondiale qui a pour nom le ralentissement des afflux de capitaux vers la région.

L'Espagne apporte spécialement son appui au secteur privé en s'engageant à contribuer pour 15 millions d'euros, dont cinq déjà décaissés, au Fonds spécial multidonateurs en faveur de la micro finance. De plus, les formalités de notre contribution au Fonds de garantie en faveur des PME sont très avancées. Nous sommes confiants que ces initiatives joueront un rôle positif dans la région en favorisant l'expansion des activités de la Banque dans ce secteur, reconnu comme moteur de la croissance et du développement.

6. Permettez-moi M. le Président d'aborder en quelques mots l'aspect Intégration régionale. Nul n'ignore combien il est difficile d'établir un programme couvrant plus d'un pays. La stratégie du Groupe en matière d'intégration régionale approuvée l'année dernière était un pas dans la bonne direction et nous nous félicitons des progrès observés comme en témoigne le récent travail du Comité sur l'efficacité du développement. L'engagement d'inclure dans le Rapport annuel les rapports sur la performance du portefeuille des opérations régionales nous tient à cœur. Il est absolument nécessaire que nous trouvions un moyen pour permettre aux gouvernements nationaux de s'approprier effectivement les projets régionaux qui sont approuvés et que nous trouvions les voies et moyens d'engager les gouvernements des PRI qui ne profitent pas de financements concessionnels pour les opérations régionales à partir du Fonds.

7. Au titre de la réforme du Conseil que nous nous apprêtons à adopter, nous sommes heureux de constater que l'augmentation des voix de la région suite à l'entrée de l'Afrique du Sud, nous permettra également d'être mieux représentés. Dès lors, l'Espagne jouira d'un siège permanent au sein d'une circonscription constituée de la Belgique et de la France, et à laquelle nous sommes impatients de nous joindre. L'Afrique est devenue une région très importante pour la coopération économique espagnole et il est nécessaire que nous travaillions main dans la main au quotidien avec la Banque, seule voix autorisée de la région.

8. Pour terminer, Monsieur le Président, je dois réaffirmer que nous soutenons sans réserve la réélection du Président Kaberuka pour un second mandat. Après un premier mandat jalonné de nombreux défis, dont les crises alimentaire, pétrolière et financière et autres, ce second mandat est à nos yeux la consolidation des réformes qui vont permettre à la Banque de jouer son rôle d'institution du savoir, résolument tournée vers la performance, les résultats, l'efficacité et l'efficience, dont l'Afrique et nous tous avons besoin.

Je vous remercie pour votre aimable attention.